

# Gilets jaunes : le monde économique ne veut « plus jamais ça »

« Le blocage et le filtrage répété, qui ne permet pas la circulation des biens et des personnes entraînent des conséquences dramatiques pour l'économie », dénonce Daniel Margot, président de la Chambre de commerce et d'industrie (CCI) des Alpes-de-Haute-Provence. Une réunion de travail était organisée sur le thème de l'impact économique des mouvements sociaux dans le département. Une réunion placée sous la férule d'Olivier Jacob, préfet du département, entouré de Philippe Kielh, directeur de la Banque de France, Isabelle Godard-Devaujany, directrice des finances publiques, Didier Long, président de l'Union des entreprises (UDE).

« Plus jamais ça », martèle le président de la CCI, précisant que selon une enquête effectuée auprès de 140 entreprises, 72 % considèrent que le mouvement des Gilets jaunes a eu un impact négatif sur leur activité, 60 % déclarent un chiffre d'affaires en baisse dont 11 % en « très forte baisse »

et plus de 30 % en « forte baisse ». Au moins 27 % de ces entreprises ont été contraintes de solliciter un aménagement de leur dette, sociale et fiscale. « Nous avons reçu sept demandes de chômage partiel, notamment dans l'hôtellerie et la restauration et les grandes surfaces », indiquera d'ailleurs le préfet, Olivier Jacob, rappelant que l'État a mis en place des mesures d'accompagnement concernant les échéances fiscales, sociales, bancaires.

## « L'effet papillon à moyen terme »

« Il faudra attendre le printemps pour mesurer véritablement l'ampleur des effets collatéraux de ce mouvement sur l'économie, soulignera encore Olivier Jacob. Il s'agira d'intérim non renouvelés, de CDD non transformés en CDI. C'est en fait le sentiment de confiance en l'avenir qui est érodé. »

« Nous devons nous montrer le plus réactif possible, dira alors Isabelle Godard-Devaujany, directrice dé-



Les opérations de blocage et filtrage ont lourdement impacté l'activité économique dans les Alpes-de-Haute-Provence, selon les acteurs du patronat local.

partementale des Finances publiques. « Il faut s'attendre à un effet papillon à moyen terme », commente Didier Long, président de l'UDE, évoquant une baisse du chiffre d'affaires de 10 % en novembre et en décembre, notamment dans le secteur des entreprises de transport, lourdement impacté par le mouvement des Gilets jaunes. Il ajoute : « On a le droit de manifester mais pas de cette manière. Il

faut retrouver d'urgence une situation apaisée ».

« Seul le secteur du BTP a relativement bien résisté à cette tourmente économique », lancera à son tour Philippe Kielh, directeur départemental de la Banque de France, se réjouissant néanmoins qu'il n'y ait pas eu de défaillances d'entreprises. Il conclut : « On constate un essoufflement du mouvement des Gilets jaunes, conclura le préfet. Une

centaine de manifestants sont encore actifs dans le département, fixés sur trois ou quatre ronds-points. Des manifestants radicaux avec lesquels le dialogue s'avère impossible ». D'où l'appel lancé par les participants de la réunion, auprès des citoyens bas-alpins, afin qu'ils participent au débat national promu par le président de la République Emmanuel Macron.